



## Pour Alain Lambert, un ministre qui dépasse son budget devrait démissionner

Par [Thierry Dupont](#), publié le 20/08/2010 à 17:27

**Pour le sénateur UMP Alain Lambert, la résorption des déficits français passe par une baisse des dépenses. L'ancien ministre du Budget veut forcer les ministres et le gouvernement à prendre des engagements et à démissionner en cas d'échec. Décapant.**

**Vous proposez sur votre blog que les ministres s'engagent, année après année, sur une trajectoire de dépenses à ne pas dépasser d'ici à 2013 et à démissionner en cas d'échec.**

**De même, le Premier ministre devrait selon vous prêter serment devant le Parlement lors de l'examen budgétaire sur la sincérité des comptes et quitter Matignon en fin d'année suivante si la trajectoire de retour à l'équilibre n'a pas été respectée. Vous y allez un peu fort, non?**

**Alain Lambert :** Ce sont des principes qui sont peu souvent suggérés alors qu'ils pourraient être structurants du mode de gouvernance des finances publiques. Tous les observateurs pensent que la France dépense trop. Elle risque même de dépasser la Suède dans ce domaine. En France, la dépense est populaire et la meilleure politique est celle qui coûte le plus cher. Le bon ministre se doit de dépenser plus que son prédécesseur. Très rapidement après son arrivée, il est pris en main par son administration pour obtenir plus de crédits. Je propose simplement qu'il signe l'engagement de ne pas dépenser un euro de plus que prévu dans la trajectoire dessinée dans le programme de stabilité.

**Ce n'est pas le cas aujourd'hui?**

Pas toujours, malheureusement. Vous avez aujourd'hui une grande différence entre les crédits évaluatifs et ceux dits limitatifs. Pour les premiers, qui concernent notamment les comptes sociaux, le risque de dérapage est grand. Cela ne veut pas dire que la sécurité sociale cesserait les remboursements le 15 novembre. Au lieu de laisser le déficit se creuser, le ministre devrait retourner devant le Parlement pour proposer une ressource, en clair un impôt, pour financer ces dépenses supplémentaires. C'est ce qui se passe dans la plupart des grands pays. Il faut en finir avec la politique du carnet de chèques illimité...

**Sinon, la France pourrait se retrouver en faillite comme la Grèce?**

Je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est qu'avant la crise en Grèce, personne n'avait remarqué que ce pays ne respectait jamais son programme de stabilité. En France, sur les 11 programmes de stabilité définis depuis 1999, seul le premier a été respecté...

**Pour frapper les esprits, il faudrait forcer un Premier ministre négligent à démissionner ?**

Oui, le non-respect des engagements, constaté par la Cour des comptes, devrait entraîner la démission de tout le gouvernement, prononcé par le Conseil constitutionnel. Avec une telle menace sur les épaules, le Premier ministre prendrait au sérieux le programme de stabilité et cela redonnerait de la crédibilité aux engagements financiers de la France, qui ont perdu de la valeur au fil des ans.

**Cela explique la menace brandie par l'agence de notation Moody's de dégrader la note de la France?**

Les agences comme Moody's ne regardent pas que le solde des finances publiques, elles regardent aussi le niveau de dépenses du pays. En France, pour résorber le déficit, on ne parle que de l'insuffisance des recettes. Or, nous sommes déjà au même niveau de prélèvements que nos voisins. Mais les impôts sont faciles à lever alors que les dépenses sont très longues à freiner.

**Sosh**



Sosh, la nouvelle  
marque Mobile  
d'Orange sans  
engagement.

**asos.fr**



Découvrez les  
dernières  
tendances ASOS  
mode femme et  
homme

**Quelle.fr**



Quelle, offrez-  
vous une mode  
féminine et  
sensuelle à prix  
tout doux